



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

21 FEV. 2018

3638

Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 21 février 2018

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Culture.

L'article 19 de la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg, reconnaît à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes.

Une personne de soutien est un individu qui accompagne une personne handicapée afin de fournir les services qui ne sont pas offerts par les employés du lieu fréquenté, par exemple l'aide à manger, l'administration des médicaments, la communication et l'utilisation des installations ; il s'agit d'un préposé aux soins qui s'occupe de ses besoins personnels et qui veille à sa sécurité.

Dans nombreux pays, il existe une carte gratuite d'accompagnateur qui permet à une personne handicapée de se faire accompagner par une personne de soutien gratuitement dans les transports en commun. L'accompagnateur voyage donc gratuitement, dans la même classe et sur le même trajet.

Dans certains pays, il en est de même pour les cinémas, théâtres et pour les musées.

Au Grand-Duché, les personnes handicapées ne bénéficient en général pas à l'heure actuelle de tarifs spécifiques, d'avantages ni de réductions et les personnes qui les accompagnent non plus.

A la Rockhal les personnes à mobilité réduite peuvent bénéficier d'une plate-forme spéciale mise en place dans la salle afin d'avoir une vue optimale sur la scène, cependant les accompagnateurs n'ont pas accès à cette plate-forme.

Dès lors, je souhaite poser la question suivante à Madame et Messieurs les Ministres :

- N'est-il pas indiqué, pour favoriser l'accès aux équipements culturels et aux moyens de transport aux personnes handicapées, de faire bénéficier les personnes de soutien qui les accompagnent de la gratuité ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Cécile Hemmen  
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 21 février 2018

Objet : Question parlementaire n° 3638 du 21.02.2018 de Madame la Députée Cécile Hemmen

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

26 MARS 2018

Luxembourg, le 26 MARS 2018

Réf. 2018/5787

Dossier suivi par :  
Dominique Faber  
Tél : 247 86540

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration

à

Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

**Concerne :** question parlementaire n° 3638 de Madame la Députée Cécile Hemmen.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe la réponse commune du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et du Ministère de la Culture à la question parlementaire n° 3638 de Madame la Députée Cécile Hemmen, en vous priant de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration,

Corinne CAHEN



**Réponse commune de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et de Monsieur le Ministre de la Culture à la question parlementaire n°3638 de Madame la Députée Cécile Hemmen**

---

A l'heure actuelle, les personnes en situation de handicap ne bénéficient pas, ou pas de manière généralisée, de tarifs réduits dans le secteur de la culture ou des loisirs. En effet, le Luxembourg s'efforce de mener une politique inclusive et de créer des dispositifs qui sont généralement accessibles à chacun, quelles que soient ses compétences ou déficiences.

Ainsi, conscient du fait que l'accessibilité est primordiale pour que les personnes handicapées puissent vivre de façon indépendante et participer pleinement à la vie sociale dans des conditions d'égalité, le ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région soumettra au Conseil de Gouvernement, dans les semaines à venir, un avant-projet de loi relatif à l'accessibilité pour tous des lieux ouverts au public.

Par rapport à la loi du 29 mars 2001 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public, le champ d'application matériel de l'avant-projet de loi en question est, entre autres, étendu aux lieux ouverts au public et relevant du domaine privé. Ainsi, sont notamment visés par l'avant-projet de loi, les cinémas, les théâtres ou encore les musées, que ce soient des constructions nouvelles ou des lieux existants, qu'ils relèvent du domaine public ou du domaine privé.

Il se peut que, dans certains cas, les dispositifs généraux ne permettent pas de compenser les conséquences du handicap. C'est notamment le cas lorsqu'une personne handicapée a besoin d'un accompagnateur pour pouvoir se déplacer.

Afin de trouver des réponses à cette problématique, entre autres, et afin de se conformer aux dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région met en place des groupes de travail interministériels, en coopération avec la société civile, et dont les conclusions alimenteront un nouveau plan d'action « handicap ».

En ce qui concerne les moyens de transports publics, il y a lieu de relever que « *Les titulaires d'une carte d'invalidité, délivrée par le Ministre de l'Intérieur, de la catégorie telle que définie à l'article 3 sub a), b) et c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité ont droit à la gratuité du transport* ». De plus, « *La personne accompagnatrice d'une personne titulaire de la carte d'invalidité telle que définie à l'article 3 sub c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité bénéficie également de la gratuité du transport* » (Règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics).

Par conséquent, pour ce qui est des transports publics, les avantages revendiqués par l'honorable députée existent déjà.